



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Etablissement public géré par la Caisse des dépôts et consignations

Siège social : 56, rue de Lille 75007 PARIS

PROSPECTUS

Mis à la disposition du public

à l'occasion de l'admission à la cotation au Premier Marché d'Euronext Paris SA d'un

**EMPRUNT A TAUX FIXE 5,85 % - 23 novembre 2001
Assimilable à l'emprunt 5,85 % Mars 1997-2013**

(En application du règlement 98 - 01 de la Commission des Opérations de Bourse)

La notice a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires
du 23 novembre 2001

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles gratuitement auprès de l'émetteur.

Visa de la Commission des Opérations de Bourse

En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code Monétaire et Financier, la Commission des Opérations de Bourse a apposé le visa n° 01-1328 en date du 19 novembre 2001 sur le présent prospectus conformément aux dispositions de son Règlement 98-01. Ce prospectus a été établi par l'Emetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

CHAPITRE I - RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

1.1 Responsable du prospectus

M. Patrick GANDIL

Président du Conseil d'administration de la Caisse nationale des autoroutes

1.2 Attestation du responsable

A notre connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Président
du Conseil d'administration

1.3 Responsable du contrôle des comptes

M. Claude SANCHEZ, Agent comptable de la Caisse nationale des autoroutes, nommé à cette fonction par arrêté du Ministre délégué chargé du budget le 16 janvier 1987.

Vu pour vérification en ce qui concerne les comptes au 31 décembre 1998, au 31 décembre 1999, au 30 juin 2000, au 31 décembre 2000 et au 30 juin 2001.

J'ai établi et vérifié les comptes de la Caisse nationale des autoroutes pour l'exercice clos le 31 décembre 1998, le 31 décembre 1999, l'exercice clos le 30 juin 2000, l'exercice clos le 31 décembre 2000, et l'exercice clos le 30 juin 2001. Cet examen a été mené conformément aux normes comptables applicables aux établissements publics français et a comporté l'examen des documents et procédures comptables ayant servi à établir les comptes mentionnés ci-dessus. Je certifie par la présente la régularité de ces comptes et avoir pris connaissance des autres informations financières et comptables contenues dans le prospectus, qui n'appellent pas d'observations particulières.

L'Agent comptable

1.4 Responsable de l'information

M. Albert HAYEM
Secrétaire général de la Caisse nationale des autoroutes
Téléphone : 01 40 49 33 33

CHAPITRE II - EMISSION/ADMISSION DE VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES DE CREANCES AU PREMIER MARCHÉ

2.1 CADRE DE L'EMISSION

2.1.1 Autorisations

En application des dispositions de l'article R.122-9 du Code de la voirie routière, le Conseil d'administration de la Caisse nationale des autoroutes a décidé, dans sa séance du 13 juin 2001, d'autoriser le Président à procéder à l'émission d'obligations à concurrence de 1 813 500 000 Euros, en une ou plusieurs fois jusqu'au 31 décembre 2001.

Le Président du Conseil d'administration a décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant nominal de 368 244 718 Euros représenté par des obligations.

2.1.2 Nombre et valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt d'un montant nominal de € 368 244 718 est représenté par 368 244 718 obligations de 1 Euro nominal.

Le produit brut estimé de l'emprunt sera de € 416 470 046,27

Le produit net de l'émission, après prélèvement sur le produit brut de € 1 288 856,51 correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers s'élèvera à € 415 181 189,76.

2.1.3 Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou sur un marché étranger.

2.1.4 Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5 Période de souscription

La souscription n'est pas ouverte au public, l'emprunt est entièrement pré-placé.

2.2 CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0 Nature, forme et délivrance des titres

Les obligations sont émises dans le cadre de la législation française. Les obligations pourront revêtir la forme au porteur ou nominative, au choix des détenteurs.

Elles seront obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon les cas, par :

- Euro Emetteurs Finance (EEF) pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations mandatée par la Caisse nationale des autoroutes pour les titres nominatifs purs,
- un intermédiaire habilité, au choix du détenteur, pour les titres nominatifs administrés,
- un intermédiaire habilité, au choix du détenteur, pour les titres au porteur.

Les inscriptions seront inscrites en compte le 23 novembre 2001.

Euroclear France SA assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1 Prix de souscription : 113,096 %, soit € 1,13096 par obligation, payable en une seule fois à la date du règlement, comprenant le prix d'émission de 109,185 %, soit 1,09185 € et le coupon couru à la date de règlement de 3,911 %, soit € 0,03911

2.2.2 Date de jouissance : 24 mars 2001.

2.2.3 Date de règlement : 23 novembre 2001.

2.2.4 Taux nominal : 5,85 %

2.2.5 Intérêt annuel : 5,85 %, soit € 0,0585 par obligation, payable le 24 mars de chaque année et pour la première fois le 24 mars 2002.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts des obligations seront prescrits dans un délai de 4 ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date d'exigibilité de ces intérêts.

2.2.6 Amortissement normal : les obligations seront amorties en totalité le 24 mars 2013 par remboursement au pair.

Le capital des obligations sera prescrit dans un délai de 4 ans à compter du 1er janvier suivant la date d'exigibilité de ce principal.

Amortissement anticipé :

L'Emetteur s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations de cet emprunt par remboursement. Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des obligations soit par des rachats en bourse soit par des offres publiques d'achat ou d'échange, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal des titres restant en circulation.

Les obligations ainsi rachetées sont annulées.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès d'Euro Emetteurs Finance (EEF), assurant le service des titres pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, mandatée par la Caisse nationale des autoroutes.

2.2.7 Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement : 4,78 %.

Sur le marché obligataire français, le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8 Durée et vie moyenne : 11 ans et 121 jours à la date de règlement.

2.2.9 Assimilation

Les obligations du présent emprunt seront assimilées dès leur admission au premier marché d'Euronext paris SA, aux obligations de l'emprunt 5,85 % mars 1997 – 2013 (code valeur 58266).

Faculté d'assimilation ultérieure

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouvelles obligations jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs, et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10 Rang de créance

Les obligations et leurs intérêts constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang entre eux et au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures, de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations du présent emprunt, à ne pas conférer d'hypothèque sur les biens et droits immobiliers, qu'il peut ou pourra posséder, ni à constituer un nantissement sur son fonds de commerce au bénéfice d'autres obligations, sans consentir les mêmes garanties et le même rang aux présentes obligations. Cet engagement se rapporte exclusivement aux émissions d'obligations et n'affecte en rien la liberté de l'Emetteur de disposer de la propriété de ses biens et de conférer toute sûreté sur lesdits biens en toutes autres circonstances.

2.2.11 Garantie

Le service des emprunts en intérêts, amortissement, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

2.2.12 Prise ferme

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par CDC IXIS Capital Markets et NATEXIS BANQUES POPULAIRES.

2.2.13 Notation

Le présent emprunt a fait l'objet d'une demande de notation auprès de l'Agence Moody's Investors Service et de Standard & Poor's.

Les précédents emprunts de la Caisse nationale des autoroutes ont reçu la note Aaa de l'agence Moody's Investors Service et AAA de Standard & Poor's. Cette note ne préjuge en rien de la note qui pourrait être attribuée au présent emprunt.

2.2.14 Représentation des porteurs de titres

Les emprunts étant émis par un établissement public administratif, la constitution d'une Masse des porteurs jouissant de la personnalité civile n'est pas obligatoire en application de l'article L 228-90 du Code de Commerce. Conformément à la faculté offerte par cette disposition, l'Emetteur a décidé de ne pas regrouper les porteurs en une Masse jouissant de la personnalité civile.

2.2.15 Fiscalité

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la Loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

1. Personnes physiques

a) Revenus

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sont soumis à l'impôt sur le revenu :

- soit au barème progressif auquel s'ajoutent :
 - la contribution sociale généralisée de 7,5 % (articles 1600 OG et OE du CGI);
 - le prélèvement social de 2 % (article 9 de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 1998 et article 1600 OF bis du CGI);
 - la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600 OG et 1600 OL du CGI);
- soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 15 % (art. 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :
 - la contribution sociale généralisée de 7,5 % (articles 1 600 OD et OE du CGI);
 - le prélèvement social de 2 % (article 9 de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 1998 et article 1600 OF bis du CGI);
 - la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600 OG et 1600 OL du CGI).

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables lorsque le montant annuel des cessions des valeurs mobilières excède le seuil fixé à FRF 50 000 par foyer fiscal (article 150 - OA - I du C.G.I.).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 % (article 200 A2 du CGI) auquel s'ajoutent la contribution sociale généralisée de 7,5 % (articles 1600 OC et OE du CGI), le prélèvement social de 2 % (article 1600 OF bis du CGI), la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600 OG et 1600 OL du CGI), soit au total au taux de 26 %.

2. Personnes morales (régime de droit commun)

a) Revenus

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

2.2.15.2 Régime fiscal applicable aux non-résidents

a) Revenus

Les émissions obligataires libellées en Euros sont réputées réalisées hors de France pour l'application de l'article 131 quater du CGI. Par conséquent les intérêts et primes de remboursement des obligations bénéficient de l'exonération de retenue à la source prévue par l'article 131 quater du CGI.

b) Plus-values

Les gains réalisés lors de la cession des obligations sont exonérés d'impôts en France.

2.3 ADMISSION AU PREMIER MARCHÉ, NEGOCIATION

2.3.1 Cotation

Les titres feront l'objet d'une demande d'admission au Premier Marché d'Euronext Paris SA.

Leur date de cotation est prévue le 23 novembre 2001 sous le numéro de code valeur SICOVAM 58266.

2.3.2 Restrictions à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres.

2.3.3 Bourse de cotation

Les obligations émises sur le marché français par l'Emetteur sont cotées au Premier Marché d'Euronext Paris SA. Leur cotation est publiée au Bulletin d'Euronext Paris SA sous la rubrique "Secteurs public et semi-public".

2.3.4 Cotations de titres de même catégorie sur d'autres marchés

Sans objet.

2.4 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1 Service financier

Le service financier des emprunts (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) et le service des titres (transfert, conversion)seront assurés par Euro Emetteurs Finance (EEF) pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, mandatée par la Caisse nationale des autoroutes.

2.4.2 Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau code de procédure civile.

2.4.3 But de l'émission

Le produit de la présente émission, qui sera réparti sous forme de prêts à long terme entre les sociétés d'économie mixte d'autoroutes, est destiné à la construction et à l'aménagement des autoroutes à péage concédées par l'Etat.

CHAPITRE III - RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

3.1.0 Siège social : 56, rue de Lille, 75007 PARIS

Siège administratif : 11, rue Saint Dominique - 75356 PARIS 07 SP

3.1.1 - Forme juridique de l'Emetteur - textes réglementaires - contrôle

La Caisse nationale des autoroutes (CNA), créée par le décret n° 63.585 du 20 juin 1963, est régie par le code de la voirie routière, titre II, chapitre 1er, section 2, sous-section 1, articles R. 122-6 à 122-15 (reprenant et abrogeant les dispositions du décret n° 63-585 du 20 juin 1963 modifiées par les décrets n° 68-972 du 5 novembre 1968 et n° 86-910 du 30 juillet 1986).

Etablissement public à caractère administratif doté de l'autonomie financière, la CNA est administrée par un Conseil de huit membres dont la composition est la suivante :

- deux représentants du Ministre chargé de la Voirie Routière Nationale,
- un représentant du Ministre chargé de l'Economie,
- un représentant du Ministre du budget,
- un représentant du Ministre de l'Intérieur,
- le Commissaire général au Plan ou son représentant,
- un Président de société d'économie mixte concessionnaire d'autoroutes,
- le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ou son représentant.

Les fonctions de Président et de Vice-Président du Conseil d'administration sont respectivement dévolues au Directeur des routes et au Directeur du Trésor.

Le Conseil se réunit au moins une fois par an ; il règle les affaires de l'établissement et délibère notamment sur :

- le budget et le compte financier,
- le montant et les caractéristiques des emprunts à émettre,
- l'affectation du produit de ces emprunts,
- l'établissement des comptes annuels.

C'est sous son contrôle que la gestion administrative, comptable et financière de la CNA est assurée par la Caisse des dépôts et consignations dans les conditions fixées par une convention conclue entre les deux établissements.

Le fonctionnement comptable et financier de la CNA obéit aux dispositions du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. Il s'ensuit notamment que l'établissement est doté d'un poste comptable principal à la tête duquel est placé un agent comptable, chef des services de la comptabilité, nommé par arrêté conjoint du Ministre chargé du budget et du Ministre chargé des transports. L'agent comptable assiste, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'administration.

3.1.2 Législation de l'Emetteur

La CNA est soumise à la législation française.

3.1.3 Date de constitution et durée

La Caisse nationale des autoroutes a été créée par le décret n°63-585 du 20 juin 1963, pour une durée indéterminée.

3.1.4 Objet social

Conformément à l'article R 122-7 du Code de la Voirie routière, la Caisse nationale des autoroutes est chargée d'émettre des emprunts affectés au financement de la construction ou de l'aménagement des autoroutes donnant lieu à la perception de péages et de répartir le produit de ces emprunts entre les collectivités ou sociétés ayant reçu la concession de la construction ou de l'exploitation d'autoroutes en application des dispositions de l'article L 122-4 du Code de la Voirie routière.

3.1.5 Registre d'inscription

SIREN N° 180 020 034 - APE 8906

3.1.6 Consultation des documents juridiques

Au siège administratif - 11, rue Saint-Dominique 75007 PARIS.

3.1.7 Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre.

3.1.8 Répartition des bénéfices

La CNA transfère l'ensemble de ses charges et de ses produits aux sociétés concessionnaires d'autoroutes et ne dégage en conséquence aucun résultat dans ses écritures comptables.

3.2 Renseignements de caractère général concernant le capital

De par son statut d'établissement public national à caractère administratif, la CNA n'est pas dotée de capital.

3.3 Répartition actuelle du capital et des droits de vote

Sans objet

3.4 Marché des titres de l'Emetteur

Sans objet

CHAPITRE IV - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1.0 Historique du système autoroutier

1955-1969 : démarrage du système et constitution des premières sociétés d'économie mixte concessionnaires

1970-1980 : libéralisation du système autoroutier et constitution de sociétés privées concessionnaires

L'Etat a décidé en 1970 d'attribuer des concessions à des sociétés à capitaux privés, constituées par des entrepreneurs de travaux publics et des banques. Par ailleurs, des responsabilités accrues ont été confiées aux SEM, notamment en matière de construction.

1981-1993 : restructuration et instauration d'un mécanisme de péréquation

Confronté depuis 1973 à des conditions économiques nettement moins favorables qu'auparavant, le système autoroutier a dû être restructuré par la reprise par le secteur public des sociétés privées déficitaires (APEL, ACOBA et AREA) et par la création d'un mécanisme de péréquation des ressources entre les sociétés d'économie mixte concessionnaires, assuré par un établissement public appelé Autoroutes de France (ADF) créé en 1983.

A la fin 1985, la fusion des sociétés SANEF et APEL sous le sigle SANEF a ramené le nombre total des sociétés à neuf dont huit SEM (y compris ATMB dont le financement n'était pas assuré par la CNA).

En 1987, l'Etat a décidé de renforcer les sociétés d'économie mixte en leur apportant une dotation en fonds propres. Les avances budgétaires qui avaient été nécessaires au démarrage de la construction du réseau autoroutier ont été parallèlement supprimées.

Le 1er janvier 1991, la société de l'autoroute de la Côte Basque (ACOBA) a été fusionnée avec la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), sous le sigle ASF.

En 1992, ADF entre à hauteur de 49 % au capital de la SFTRF.

A la fin de cette période, certaines sociétés ont remboursé la totalité des avances qui leur avaient été consenties par l'Etat, l'évolution des recettes de péage leur ayant permis de dégager des résultats de trésorerie excédentaires.

Cette situation ayant fait apparaître la disparité des situations financières des sociétés, une réforme du système autoroutier s'est alors avérée nécessaire compte tenu de la volonté du Gouvernement d'accélérer la réalisation du programme autoroutier français à partir de 1994.

La réforme de 1994

La décision du Gouvernement d'accélérer la réalisation du schéma directeur autoroutier a rendu nécessaire l'adaptation de la structure des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes (SEMCA), ainsi que la redéfinition des relations entre l'Etat et le secteur, selon deux objectifs :

- a) assurer la solidité et la solidarité financière des SEMCA par leur recapitalisation et la création de trois pôles régionaux équilibrés

Les six plus grandes SEMCA (AREA, ASF, SAPRR, ESCOTA, SAPN, SANEF), qui disposaient d'un capital social limité (28 millions de francs), ont fait l'objet d'une recapitalisation à l'issue de laquelle elles étaient dotées d'un capital de 1,03 milliard de francs, l'Etat détenant directement 45 % du capital social des sociétés ASF, SAPRR et SANEF, Autoroutes de France (ADF) 45 %, la Caisse des dépôts 8,5 %, le solde étant détenu par des intérêts locaux.

Simultanément, trois groupes régionaux ont été créés via la filialisation de certaines sociétés auprès de celles dont l'assise financière était la plus solide : ainsi, ESCOTA est devenue filiale à 95% d'ASF, la SAPN filiale à 98% de la SANEF et AREA filiale à 97% de la SAPRR.

- b) instaurer des relations contractuelles entre l'Etat et les SEMCA

Des contrats de plan, conclus pour une durée de cinq ans entre l'Etat et les sociétés concessionnaires, formalisent les engagements de chacune des parties en matière de travaux et d'investissements, de politique tarifaire, d'objectifs financiers, d'indicateurs de gestion, de politique sociale et d'emploi, de service à l'utilisateur, de qualité architecturale des ouvrages et d'insertion dans l'environnement.

Les premiers contrats de plan ont ainsi été conclus pour la période 1995-1999. Une deuxième génération de contrats de plan est par ailleurs en cours de négociation pour la période 2001-2005.

La CNA est un établissement financièrement autonome, dont les recettes ne proviennent pas du budget de l'Etat. Elle est dotée d'un Conseil d'administration qui délibère sur le budget, les comptes et le programme d'emprunts ; sa gestion administrative, comptable et financière est assurée, sous le contrôle du conseil d'administration, par la Caisse des dépôts et consignations, dans les conditions fixées par une convention conclue entre les deux établissements.

Chaque année, la CNA met en œuvre le programme d'emprunts élaboré en étroite concertation avec les tutelles et les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes ("SEMCA"), dans la limite de l'enveloppe globale fixée par le Comité des Investissements à caractère Economique et Social ("CIES"). Les contrats de prêts conclus entre l'établissement et les SEMCA définissent les obligations réciproques des deux parties et notamment l'obligation des SEMCA de reverser à la CNA les sommes relatives aux échéances de prêts. Par ailleurs, la CNA verse aux sociétés la totalité des sommes recueillies, aux mêmes conditions de taux et de maturité. De ce fait, l'établissement ne dégage pas de résultat comptable.

La CNA joue un rôle spécifique en tant qu'émetteur. Du fait de son ancienneté, de son statut, du volume et de la régularité de ses émissions, elle représente une signature bénéficiant de la meilleure appréciation tant à l'étranger que sur le marché domestique.

Modalités de financement

Une fois les besoins de financement des huit sociétés arrêtés par le CIES, un programme d'emprunts est élaboré dans le cadre d'une concertation entre les SEMCA et la CNA afin notamment de déterminer des maturités prenant en compte les capacités de remboursement futures de chaque société. Le GIE « Services Communs Autoroutes » est l'interlocuteur de la CNA pour le compte des sociétés à l'exception de la SFTRF.

L'essentiel du programme est réalisé via des émissions obligataires. Les emprunts, émis sans la garantie de l'Etat depuis 1991, sont notés AAA (Standard and Poor's Rating Services) et Aaa (Moody's France S.A.). Une opération obligataire concerne en général plusieurs sociétés.

Par ailleurs, la CNA et la Banque européenne d'investissement (BEI) sont liées par des accords de financement pluriannuels affectés à des opérations de construction de sections d'autoroutes présentant un intérêt communautaire.

En fonction de l'avancement des ouvrages ayant bénéficié de ces accords de financement, la Caisse nationale des autoroutes procède à des tirages de fonds auprès de la BEI sous forme de contrats d'emprunts dont les conditions de durée et de taux sont négociées ponctuellement.

Compte tenu de la nature des investissements des SEMCA, les emprunts que recherche la CNA sont situés sur des durées relativement longues, entre 10 et 15 ans, et libellés en euros, pour éviter aux SEMCA tout risque de change.

Les ressources financières collectées sont réparties sous forme de prêts entre les huit SEMCA ci-après (dans le cadre de l'article 4 de la loi du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes) :

- Société des Autoroutes Rhône-Alpes (AREA)
- Autoroutes du Sud de la France (ASF)
- Société des Autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA)
- Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF)
- Société des Autoroutes Paris-Normandie (SAPN)
- Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR)
- Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB)
- Société Française du Tunnel Routier du Fréjus (SFTRF)

4.1.1 Principale activité de l'Emetteur

La CNA joue un rôle spécifique en tant qu'émetteur. Du fait de son ancienneté, de son statut, du volume et de la régularité de ses émissions, elle représente une signature bénéficiant de la meilleure appréciation tant à l'étranger que sur le marché domestique.

Les éléments financiers caractéristiques de l'activité de la CNA sont détaillés aux tableaux des paragraphes 5-1-0 à 5-1-9 ci-après.

Au 31 décembre 2000, sa dette s'élevait à 21,4 milliards d'euros. Les ressources financières ainsi collectées sont réparties, sous forme de prêts, entre les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes à péage ci-après, dans le cadre de l'article 4 de la loi du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes :

- Société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA)
- Autoroutes du Sud de la France (ASF)
- Société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA)
- Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF)
- Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN)
- Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR)
- Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB)
- Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF)

4.1.2 Schéma directeur routier national,

Les sections mises en service par les SEMCA en 2001 (217 km) sont :

- A 20 : Souillac – Cahors nord (46 km)
- A 83 : Oulmes – A10 (34 km)
- A 89 : Coutras – Montpon est (24 km)
- A 89 : Libourne ouest - Coutras (25 km)
- A 89 : Montpon est – Mussidan (25 km)
- A 29 : Amiens – A1 (33 km)
- A 29 : A1 – Saint-Quentin (30 km)

Les mises en service prévues pour 2002, soit 148 kilomètres, concernent :

- A 66 : Toulouse - Pamiers (40 km)
- A 87 : Angers - Mortagne (65 km)
- A 89 : Tulle est – Tulle ouest (43 km)

4.1.3 Rappel sommaire des précédents programmes d'emprunts de la CNA

- 1999 : le programme d'emprunts, d'un montant total de 1 498,1 millions d'euros, a été réalisé par l'émission de trois emprunts sur le marché euro obligataire, pour un montant de 1 287,1 millions d'euros. Le solde du programme a été couvert par les emprunts auprès de la BEI pour 211 millions d'euros.
- 2000 : le programme d'emprunts de la CNA s'est élevé à 1 363,2 millions d'euros. Pour la réalisation de ce programme, la CNA a sollicité le marché obligataire domestique pour 590,2 millions d'euros et le marché obligataire international à hauteur de 500 millions d'euros. Le solde du programme a été couvert par des emprunts auprès de la BEI pour 273 millions d'euros.

CHAPITRE V - PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS

5.1 Comptes de l'Emetteur - Etats financiers relatifs aux trois derniers exercices (y compris annexe pour l'exercice au 30 juin 2001).

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

(en euros)

| A C T I F | REF.NOTE | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 31/12/1999 |
|---|------------|--------------------------|--------------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 3.1 | 22 082 954 324,75 | 21 868 316 465,40 |
| Prêts directs aux SEM d'autoroutes. | | 21 371 564 836,54 | 21 111 782 302,58 |
| - Intérêts courus. | | 711 389 488,21 | 756 534 162,82 |
| TOTAL I : | | 22 082 954 324,75 | 21 868 316 465,40 |
| ACTIF CIRCULANT | | | |
| CREANCES D'EXPLOITATION | | 8 355 568,44 | 18 585 003,46 |
| Dettes fiscales et sociales récupérables. | 3.2 | 350 734,76 | 701 467,54 |
| Créances Clients et comptes rattachés. | 3.3 | 8 004 833,68 | 17 883 535,92 |
| DISPONIBILITES | | 7 558 466,89 | 5 866 232,32 |
| Compte courant à la Caisse des Dépôts. | | 3 190 345,25 | 3 185 989,05 |
| - Intérêts à recevoir. | | 4 368 121,64 | 2 680 243,27 |
| TOTAL II : | | 15 914 035,33 | 24 451 235,78 |
| ECARTS DE CONVERSION ACTIF | 3.4 | 10 398 314,56 | 2 199 399,03 |
| TOTAL III : | | 10 398 314,56 | 2 199 399,03 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III) | | 22 109 266 674,64 | 21 894 967 100,21 |

| P A S S I F | REF.NOTE | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 31/12/1999 |
|--|------------|--------------------------|--------------------------|
| DETTES | | | |
| DETTES FINANCIERES | 3.5 | 22 093 352 639,46 | 21 845 213 624,64 |
| Emprunts obligataires | | 17 836 467 212,27 | 17 625 172 390,10 |
| - Intérêts courus. | | 609 473 487,00 | 645 894 988,83 |
| Emprunts contractuels | | 3 545 495 938,98 | 3 463 507 071,72 |
| - Intérêts courus. | | 101 916 001,21 | 110 639 173,99 |
| DETTES D'EXPLOITATION | 3.6 | 15 914 035,18 | 24 451 235,63 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés. | | 593 917,40 | 522 123,28 |
| Dettes fiscales et sociales. | | 0,52 | 11 562,18 |
| Provisions versées par SEM d'autoroutes pour impôts. | | 350 736,48 | 701 469,83 |
| Autres dettes | | 14 969 380,78 | 23 216 080,34 |
| TOTAL I : | | 22 109 266 674,64 | 21 869 664 860,27 |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF | 3.7 | - | 25 302 239,94 |
| TOTAL II : | | - | 25 302 239,94 |
| TOTAL GENERAL (I + II) | | 22 109 266 674,64 | 21 894 967 100,21 |

ENGAGEMENTS HORS BILAN

| OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 31/12/1999 |
|---|--------------------|--------------------|
| DE DEVICES | 4. | |
| *- Devises à recevoir (contre euros à livrer) | 375 403 151,74 | 659 761 856,57 |
| *- Euros à livrer (contre devises à recevoir) | 352 921 734,20 | 646 355 602,58 |
| - Ecart de conversion | | |
| o Augmentation du capital. | 22 481 417,54 | 13 406 253,99 |
| o Diminution du capital. | - | - |
| DE TAUX D'INTERET | 4. | |
| - Euros à recevoir (contre euros à livrer) | 839 489 619,00 | 383 489 619,00 |
| - Euros à livrer (contre euros à recevoir) | 839 489 619,00 | 383 489 619,00 |

La référence note renvoie au paragraphe de l'annexe.

*Y compris des euros à recevoir contre des euros à livrer, en application des contrats de swaps portant initialement sur des échanges ECU/FRF.

RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2000

(en euros)

| C H A R G E S | REF.NOTE | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 31/12/1999 |
|---|-----------------|---------------------------|---------------------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | | 7 494 790,60 | 8 653 108,52 |
| - Rémunérations d'intermédiaires. | 5.1 | 4 290 568,38 | 4 973 856,75 |
| - Remboursement à la CDC des frais de gestion. | 5.2 | 2 055 975,11 | 1 956 312,51 |
| - Commissions de paiement de service financier. | 5.3 | 1 146 207,84 | 1 717 208,12 |
| - Annonces, études et réalisations publicitaires. | | 1 725,23 | 5 731,14 |
| - Commission de garantie de l'Etat. | | - | - |
| - Autres frais divers de gestion. | | 314,04 | - |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES : | 5.4 | 235 057,23 | 236 907,71 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | | | |
| DES FRAIS D'EMISSION : | | | |
| TOTAL | | 7 729 847,83 | 8 890 016,23 |
| CHARGES FINANCIERES | | | |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | | | |
| DES PRIMES DE REMBOURSEMENT : | | 630 000,00 | 28 456 173,21 |
| AUTRES CHARGES FINANCIERES : | | 1 547 029 662,05 | 1 535 029 996,33 |
| - Intérêts des emprunts et avances. | | 1 490 238 684,79 | 1 495 660 130,20 |
| - Versement des produits financiers aux SEMCA | 5.5 | 55 521 208,29 | 37 694 514,80 |
| - Pertes de change. | | 1 269 768,97 | 1 675 351,33 |
| TOTAL | | 1 547 659 662,05 | 1 563 486 169,54 |
| TOTAL GENERAL | | 1 555 389 509,88 | 1 572 376 185,77 |
| P R O D U I T S | REF.NOTE | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 31/12/1999 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| PARTICIPATION DES SEM D'AUTOROUTES : | 5.6 | 7 729 847,83 | 8 890 016,23 |
| - aux frais de gestion. | | 3 348 496,40 | 3 833 538,60 |
| - aux impôts et taxes. | | 235 057,23 | 236 907,71 |
| - aux frais d'émission d'emprunts. | | 4 146 294,20 | 4 819 569,92 |
| - à la commission de garantie de l'Etat. | | | |
| TOTAL | | 7 729 847,83 | 8 890 016,23 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | |
| INTERETS ET PRODUITS : | | 1 496 642 312,08 | 1 529 108 360,88 |
| - Intérêts sur prêts. | | 1 476 674 933,54 | 1 483 306 799,32 |
| - Rémunérations des disponibilités. | | 4 503 858,32 | 3 316 706,14 |
| - Remboursement par les SEMCA: | | | |
| . des pertes de change. | | 1 269 768,97 | 1 675 351,33 |
| . des charges financières diverses. | | 14 193 751,25 | 40 809 504,09 |
| AUTRES PRODUITS FINANCIERS : | | 51 017 349,97 | 34 377 808,66 |
| - Gains de change. | | 20 976 225,18 | 15 437 846,51 |
| - Produits financiers divers. | | 30 041 124,79 | 18 939 962,15 |
| TOTAL | | 1 547 659 662,05 | 1 563 486 169,54 |
| TOTAL GENERAL | | 1 555 389 509,88 | 1 572 376 185,77 |

La référence note renvoie au paragraphe de l'annexe.

A N N E X E

1. CADRE JURIDIQUE

La CNA est un établissement public national à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elle est assujettie aux principes généraux de la comptabilité publique, est dotée d'un agent comptable et, conformément aux dispositions du décret de création, sa gestion administrative est assurée par la Caisse des dépôts et consignations sous le contrôle du Conseil d'administration de la CNA.

2. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les états financiers sont présentés conformément à l'instruction générale M-91 relative à la comptabilité des établissements publics nationaux à caractère administratif.

Les principes comptables ont été appliqués, à savoir :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes,
- . indépendance des exercices.

La méthode de base retenue est l'évaluation aux coûts historiques des éléments inscrits en comptabilité.

3. METHODES APPLIQUEES AUX PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

ACTIF

3.1. Immobilisations financières

Le montant qui figure au bilan correspond aux prêts effectivement versés.

Les intérêts courus sont rattachés au compte de prêts pour leur montant couru et non échu calculé prorata temporis.

Les prêts sont comptabilisés pour leur montant brut, les commissions, primes et frais étant répercutés sur les SEM d'autoroutes en une seule fois.

3.2. Dettes fiscales et sociales récupérables

Le chiffre du bilan, qui concerne les emprunts obligataires émis par la CNA, correspond à l'impôt sur la retenue à la source (10 %) payée par avances mensuelles par l'émetteur. Les avances sont récupérées sur les intérêts versés à l'obligataire à l'échéance de l'emprunt.

Cet impôt ayant été supprimé pour les émissions d'emprunts à compter du 1^{er} janvier 1987, le montant inscrit au bilan concerne les emprunts émis avant cette date.

3.3. Créances Clients

Ce poste retrace principalement les résultats sur intérêts courus des opérations d'échanges d'emprunts à répercuter sur les SEM d'autoroutes.

3.4. Ecart de conversion actif

Ce poste enregistre la perte latente de la dette en devises, résultat de la différence de conversion entre le cours historique et le cours de fin d'année pour les devises n'appartenant pas à la zone euro.

Pour les devises de la zone euro et en application de l'article 28 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), le taux de conversion retenu est celui qui a été arrêté le 31 décembre 1998 et approuvé par le Conseil de l'Union européenne.

Du fait de la transparence de la CNA vis-à-vis des SEM d'autoroutes, il n'est pas constitué au passif de provisions pour pertes de change.

PASSIF

3.5. Dettes financières

Les emprunts sont enregistrés pour leur valeur de remboursement. Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis et comptabilisés sur la base du dernier cours de change de l'exercice.

Les intérêts courus des emprunts français et étrangers sont calculés prorata temporis. Pour les emprunts étrangers, ces intérêts sont valorisés sur la base du dernier cours de change de l'exercice.

3.6. Dettes d'exploitation

- Les provisions versées pour impôts correspondent aux versements effectués par les SEM d'autoroutes au titre des avances mensuelles relatives à la retenue à la source.

- Les autres dettes correspondent principalement aux avances de trésorerie des SEM d'autoroutes et à la répercussion sur ces dernières des résultats sur intérêts courus des opérations d'échanges d'emprunts.

3.7. Ecart de conversion passif

Ce poste enregistre le gain latent de la dette en devises, résultat de la différence de conversion provenant de l'écart entre le cours historique et le cours de fin d'année pour les devises n'appartenant pas à la zone euro.

Pour les devises de la zone euro et en application de l'article 28 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), le taux de conversion retenu est celui qui a été arrêté le 31 décembre 1998 et approuvé par le Conseil de l'Union européenne.

4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Opérations d'échanges d'emprunts

Elles concernent soit des opérations d'échange de devises contre euros, soit des opérations d'échange de taux d'intérêts à caractère de couverture.

Pour les opérations d'échange de devises, les montants hors bilan en euros sont calculés sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, l'emprunt initial demeurant au passif du bilan. Les différences de réévaluation sont portées en écarts de conversion (gains ou pertes latentes).

Pour les opérations de taux d'intérêts, seuls les montants nominaux sont enregistrés lors de l'initiation des échanges.

5. PRINCIPAUX COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

CHARGES

5.1. Rémunérations d'intermédiaires

Ce poste comprend principalement les commissions de placement relatives aux émissions obligataires sur les marchés français et étrangers.

5.2. Remboursement à la CDC des frais de gestion

Ces frais représentent les prestations facturées par la Caisse des dépôts et consignations au titre de son concours à la gestion administrative, comptable et financière de l'établissement.

5.3. Commissions de paiement de service financier

Elles sont destinées à régler aux teneurs de comptes-titres et aux intermédiaires financiers les commissions de service financier des emprunts obligataires relatives aux coupons échus et aux obligations amorties.

5.4. Impôts, taxes et versements assimilés

Cette rubrique recouvre l'impôt sur la prime de remboursement des obligations françaises amorties au cours de l'exercice, la redevance due à la Commission des Opérations de Bourse (COB) lors de chaque émission d'emprunt obligataire ainsi que la rémunération des services rendus notamment en matière de cotation par ParisBourse.

5.5. Versement des produits financiers aux SEM d'autoroutes

Du fait de la transparence de la CNA vis-à-vis des SEM d'autoroutes, l'établissement reverse à ces dernières les intérêts des fonds placés à la CDC, les gains de change et les produits financiers divers.

PRODUITS

5.6. Participation des SEM d'autoroutes

Du fait de la transparence visée supra, les SEM d'autoroutes participent au remboursement à la CNA de l'ensemble des charges d'exploitation, financières et exceptionnelles. Le résultat de l'exercice est par conséquent systématiquement égal à zéro.

A compter de l'exercice 1999, le remboursement des charges financières antérieurement comptabilisé sous la rubrique autres produits est imputé désormais en produits financiers afin d'assurer l'égalité entre les charges et les produits d'exploitation, d'une part, et entre les charges et les produits financiers, d'autre part. Pour permettre la comparabilité avec l'exercice 1999, les produits de l'exercice précédent ont été retraités selon le nouveau classement.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2000

LES CHARGES

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation diminuent globalement de 1,16 million d'euros et cette diminution provient pour l'essentiel, d'une part, des rémunérations d'intermédiaires (-0,68 million d'euros) et, d'autre part, des commissions de paiement de service financier (-0,57 million d'euros), les autres rubriques étant sensiblement constantes.

Charges financières

Globalement, l'ensemble des charges financières est en diminution de 15,82 millions d'euros par rapport à l'année précédente. Cette évolution globale s'explique principalement par la diminution, d'une part, des postes « Dotations aux amortissements des primes de remboursement » (-27,82 millions d'euros) et « Intérêts des emprunts et avances » (-5,42 millions d'euros) compensée par l'augmentation, d'autre part, du poste « Versement des produits financiers aux SEMCA » (+17,82 millions d'euros).

LES PRODUITS

Du fait de la transparence de la CNA vis à vis des SEM d'autoroutes, ces dernières participent à l'ensemble des charges d'exploitation et des charges financières qui sont retracées en produits pour la CNA dans les postes « **Participation des SEM d'autoroutes** » et « **Intérêts et produits** ». L'évolution de ces produits est par conséquent identique à celle des charges.

Les produits autres que ceux indiqués ci-dessus sont constatés aux rubriques :

- rémunération des disponibilités,
- gains de change,
- produits financiers divers,

et font l'objet d'un reversement aux SEM d'autoroutes constaté en charges à la rubrique « **Versement des produits financiers aux SEMCA** ».

Globalement les produits financiers diminuent, comme les charges financières, de 15,82 millions d'euros. Cette diminution globale s'explique principalement par deux évolutions différentes qui concernent respectivement, d'une part, la diminution des postes « Intérêts sur prêts » (-6,63 millions d'euros) et participation des SEM d'autoroutes aux « Charges financières diverses » (-26,62 millions d'euros), compensée par l'augmentation des postes « Gains de change » (+5,54 millions d'euros) et « Produits financiers divers » (+11,10 millions d'euros).

SITUATION DES OPERATIONS D'ECHANGE D'EMPRUNTS AU 31 DECEMBRE 2000

| EMPRUNT ECHANGÉ (PRET) | | | | | | | EMPRUNT CONTRACTÉ (EMPRUNT) | | | |
|-------------------------------|-----------------|--------|--------|----------------------------|-------------------------------|--------|------------------------------------|----------------------------|-------------------------------|------------|
| DATE DE VERSEMENT | ECHEANCE FINALE | DUREE | TAUX % | MONTANT NOMINAL EN DEVISES | CAPITAL RESTANT DU EN DEVISES | DEVISE | TAUX % | MONTANT NOMINAL EN DEVISES | CAPITAL RESTANT DU EN DEVISES | DEVISE |
| 01/07/1996 | 15/12/2006 | 10 ans | 16,00 | 30 000 000 | 30 000 000 | GBP | 13,96 | 239 640 000 | 239 640 000 | FRF |
| 27/02/1998 | 27/02/2008 | 10 ans | 3,39 | 500 000 000 | 500 000 000 | CHF | 5,41 | 2 075 374 820 | 2 075 374 820 | FRF |
| | | | | | | | TOTAL | 2 315 014 820 | 2 315 014 820 | FRF |

SITUATION DES OPERATIONS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET AU 31 DECEMBRE 2000

| | | | |
|---------------------------|-------------|-----|-----------------------------|
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 383 489 619 | EUR | TAUX DE REFERENCE : TAG |
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 226 000 000 | EUR | TAUX DE REFERENCE : EURIBOR |
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 115 000 000 | EUR | TAUX DE REFERENCE : EURIBOR |
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 115 000 000 | EUR | TAUX DE REFERENCE : EURIBOR |

RESULTAT DES OPERATIONS D'ECHANGE D'EMPRUNTS

(en euros)

| LIBELLE | 1998 | 1999 | 2000 |
|-----------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| CHARGES | 997 630,80 | - | - |
| PRODUITS | - | 12 465 527,12 | 19 077 739,36 |
| RESULTAT | -997 630,80 | 12 465 527,12 | 19 077 739,36 |

**ECHELONNEMENT DE LA DETTE COMPTE TENU
DES ECHANGES D'EMPRUNTS AU 31 DECEMBRE 2000**

(en millions d'euros)

| ANNEE | EN CAPITAL | EN INTERETS |
|--------------|-------------------|--------------------|
| 2001 | 1 304 | 1 472 |
| 2002 | 1 366 | 1 357 |
| 2003 | 1 544 | 1 245 |
| 2004 | 1 444 | 1 114 |
| 2005 | 1 460 | 993 |
| 2006 | 1 634 | 887 |
| 2007 | 1 461 | 761 |
| 2008 | 1 866 | 656 |
| 2009 | 1 657 | 531 |
| 2010 | 1 662 | 423 |
| 2011 | 1 488 | 326 |
| 2012 | 1 469 | 246 |
| 2013 | 992 | 162 |
| 2014 | 836 | 106 |
| 2015 | 1 177 | 70 |

* Conversion en euros effectuée sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice.

RECAPITULATIF DE L'ENCOURS DES EMPRUNTS AU 31 DECEMBRE 2000

(en euros)

| | ENCOURS EN DEVISES | | ENCOURS EN EUROS | | |
|---|--------------------|----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| | GARANTIS | NON-GARANTIS | GARANTIS | NON-GARANTIS | TOTAL |
| OBLIGATAIRES DEVISES "OUT" | | | | | |
| EMIS EN GBP | 30 000 000 | | 48 092 337 | | 48 092 337 |
| EMIS EN CHF | | 500 000 000 | | 327 310 814 | 327 310 814 |
| TOTAL | | | 48 092 337 | 327 310 814 | 375 403 152 |
| BEI | | | 148 600 924 | 3 396 895 015 | 3 545 495 939 |
| OBLIGATAIRES DEVISES "IN" NON REDENOMINES | | | | | |
| EMIS EN EUROFRANC | | 9 100 000 000 | | 1 387 286 057 | 1 387 286 057 |
| EMIS EN FRANC TX FIXE | | 51 242 835 000 | | 7 811 919 836 | 7 811 919 836 |
| EMIS EN FRANC TX VARIABLE | | 500 000 000 | | 76 224 509 | 76 224 509 |
| TOTAL | | | | 9 275 430 402 | 9 275 430 402 |
| OBLIGATAIRES NOMINAL EN EURO | | | | 8 185 633 659 | 8 185 633 659 |
| TOTAL AVANT OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | | 196 693 262 | 21 186 646 953 | 21 381 963 151 |
| OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | | | | |
| EMPRUNTS échangés (-) | | | | | |
| EMIS EN GBP | 30 000 000 | | 48 092 337 | | 48 092 337 |
| EMIS EN CHF | | 500 000 000 | | 327 310 814 | 327 310 814 |
| TOTAL échangé | | | 48 092 337 | 327 310 814 | 375 403 152 |
| EMPRUNTS contractés EN FRF (+) | | 2 315 014 820 | | 352 921 734 | 352 921 734 |
| ECARTS + ou - | | | | | -22 481 417 |
| TOTAL COMPTE TENU DES OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | | | | 21 359 481 734 |

LES PRETS

PRETS CONSENTIS AUX SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE D'AUTOROUTES DEPUIS L'ORIGINE

(en millions
d'euros)

| ANNEE | AREA | ASF | ATMB | ESCOT A | SANEF | SAPN | SAPRR | SFTRF | TOTAL |
|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| 1963 | - | 10 | - | - | 5 | 4 | 19 | - | 38 |
| 1964 | - | 14 | - | - | 18 | 3 | 10 | - | 45 |
| 1965 | - | 17 | - | - | 22 | - | 13 | - | 52 |
| 1966 | - | 22 | - | - | 13 | 3 | 21 | - | 59 |
| 1967 | - | 30 | - | 8 | 11 | 4 | 15 | - | 68 |
| 1968 | - | 25 | - | 6 | 6 | 8 | 26 | - | 71 |
| 1969 | - | 17 | - | 6 | 9 | 7 | 38 | - | 77 |
| 1970 | - | 29 | - | 18 | 1 | 18 | 32 | - | 98 |
| 1971 | - | 38 | - | 34 | 22 | 10 | 6 | - | 110 |
| 1972 | - | 15 | - | 35 | 1 | 4 | 2 | - | 57 |
| 1973 | - | 43 | - | 28 | 4 | 8 | - | - | 83 |
| 1974 | - | 34 | - | 48 | 7 | 8 | 7 | - | 104 |
| 1975 | - | 59 | - | 63 | 26 | 8 | 13 | - | 169 |
| 1976 | - | 49 | - | 51 | 44 | 18 | - | - | 162 |
| 1977 | - | 74 | - | 34 | 45 | 8 | 22 | - | 183 |
| 1978 | - | 131 | - | 20 | 42 | 1 | 38 | - | 232 |
| 1979 | - | 150 | - | 13 | 4 | - | 39 | - | 206 |
| 1980 | - | 251 | - | 38 | 36 | 1 | 74 | - | 400 |
| 1981 | - | 272 | - | 29 | 75 | 3 | 74 | - | 453 |
| 1982 | - | 206 | - | 60 | 111 | 2 | 147 | - | 526 |
| 1983 | - | 73 | - | 67 | 107 | 9 | 233 | - | 489 |
| 1984 | - | 122 | - | 107 | 74 | 11 | 291 | - | 605 |
| 1985 | 17 | 166 | - | 107 | 146 | 19 | 260 | - | 715 |
| 1986 | 19 | 193 | - | 123 | 126 | 20 | 381 | - | 862 |
| 1987 | 120 | 210 | - | 117 | 222 | 30 | 403 | - | 1 102 |
| 1988 | 62 | 361 | - | 186 | 158 | 1 | 318 | - | 1 086 |
| 1989 | 156 | 421 | - | 249 | 105 | - | 379 | - | 1 310 |
| 1990 | 253 | 408 | - | 214 | 187 | - | 316 | - | 1 378 |
| 1991 | 299 | 400 | - | 175 | 250 | - | 406 | - | 1 530 |
| 1992 | 159 | 458 | - | 136 | 375 | 122 | 479 | - | 1 729 |
| 1993 | 59 | 366 | - | 115 | 336 | 236 | 500 | 25 | 1 637 |
| 1994 | 81 | 560 | - | 125 | 540 | 313 | 950 | 87 | 2 656 |
| 1995 | 92 | 711 | 58 | 127 | 375 | 434 | 627 | 220 | 2 644 |
| 1996 | 75 | 747 | 42 | 150 | 449 | 363 | 576 | 356 | 2 758 |
| 1997 | 98 | 705 | 56 | 151 | 315 | 270 | 731 | 372 | 2 698 |
| 1998 | 103 | 618 | 15 | 161 | 205 | 136 | 707 | 243 | 2 188 |
| 1999 | 74 | 686 | - | 89 | 34 | 83 | 397 | 135 | 1 498 |
| 2000 | 25 | 664 | 42 | 75 | 140 | 31 | 295 | 91 | 1 363 |
| TOTAL | 1 692 | 9 355 | 213 | 2 965 | 4 646 | 2 196 | 8 845 | 1 529 | 31 441 |

ENCOURS DES PRETS

(en millions d'euros)

| SEMC A | ENCOURS * | | | | | | ENCOURS HISTORIQUE | |
|--------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | 31/12/1998 | | 31/12/1999 | | 31/12/2000 | | 31/12/2000 | |
| | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT | % |
| AREA | 1 321 | 6,42% | 1 315 | 6,24% | 1 267 | 5,93% | 1 267 | 5,93% |
| ASF | 5 291 | 25,71% | 5 683 | 26,95% | 6 003 | 28,08% | 5 992 | 28,04% |
| ATMB | 170 | 0,83% | 170 | 0,81% | 213 | 1,00% | 213 | 1,00% |
| ESCOT A | 1 676 | 8,15% | 1 633 | 7,74% | 1 549 | 7,24% | 1 549 | 7,25% |
| SANEF | 3 031 | 14,73% | 2 908 | 13,79% | 2 875 | 13,45% | 2 875 | 13,45% |
| SAPN | 1 892 | 9,20% | 1 939 | 9,19% | 1 959 | 9,16% | 1 959 | 9,17% |
| SAPRR | 5 892 | 28,64% | 6 003 | 28,47% | 5 988 | 28,00% | 5 988 | 28,02% |
| SFTRF | 1 303 | 6,32% | 1 438 | 6,81% | 1 528 | 7,14% | 1 529 | 7,14% |
| TOTAL | 20 576 | 100,00% | 21 089 | 100,00% | 21 382 | 100,00% | 21 372 | 100,00% |

* La valorisation est réalisée sur la base du dernier cours de change pour les prêts sur ressources d'emprunts en monnaies étrangères.

EMPRUNTS RESTANT A REMBOURSER AU 31 DECEMBRE 2000

(en millions d'euros)

| | | |
|--|--------|---------------|
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES FRANCAIS ET ETRANGERS : | | 17 836 |
| - Garantis par l'Etat | 48 | |
| - Non garantis par l'Etat | 17 788 | |
| AUTRES EMPRUNTS : | | 3 546 |
| - Garantis par l'Etat | 149 | |
| - Non garantis par l'Etat | 3 397 | |
| TOTAL | | 21 382 |

Les emprunts à taux variable représentent 5,00% du montant total de la dette.

La dette en monnaies étrangères est convertie en euros sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice.

Les prêts consentis par la CNA aux sociétés concessionnaires d'autoroutes comportent les mêmes conditions, notamment de taux et de durée, que les emprunts qui ont servi à les financer. De ce fait, l'échéancier des flux financiers annuels à recevoir par la CNA est le même que celui des flux qu'elle doit verser à ses créanciers au titre des emprunts qu'elle a émis.

TABLEAU DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|
| RESSOURCES | | | |
| Emprunts reçus en nominal | 2 188 | 1 498 | 1 363 |
| Remboursements de prêts | 1 042 | 1 005 | 1 103 |
| TOTAL | 3 230 | 2 503 | 2 466 |
| EMPLOIS | | | |
| Versements des prêts | 2 188 | 1 498 | 1 363 |
| Remboursements d'emprunts | 1 042 | 1 005 | 1 103 |
| TOTAL | 3 230 | 2 503 | 2 466 |

5.2. et 5.3. PARTICIPATIONS

Sans objet - La CNA n'a pas de filiale et ne détient aucun titre de participation. Elle ne présente en conséquence pas de comptes consolidés.

BILAN AU 30 JUIN 2001

(en euros)

| A C T I F | REF.NOTE | MONTANT 30/06/2001 | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 30/06/2000 |
|--|-----------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 3.1 | 21 862 764 472,48 | 22 082 954 324,75 | 21 604 900 137,10 |
| Prêts directs aux SEM d'autoroutes. | | 21 169 079 536,41 | 21 371 564 836,54 | 20 900 058 364,30 |
| - Intérêts courus. | | 693 684 936,07 | 711 389 488,21 | 704 841 772,80 |
| TOTAL I : | | 21 862 764 472,48 | 22 082 954 324,75 | 21 604 900 137,10 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| CREANCES D'EXPLOITATION | | 7 299 995,15 | 8 355 568,44 | 12 770 895,77 |
| Dettes fiscales et sociales récupérables. | 3.2 | 653 094,76 | 350 734,76 | 1 306 182,54 |
| Créances Clients et comptes rattachés. | 3.3 | 6 646 900,39 | 8 004 833,68 | 11 464 713,23 |
| DISPONIBILITES | | 460 355 670,21 | 7 558 466,89 | 181 640 752,89 |
| Compte courant à la Caisse des Dépôts. | | 457 445 683,98 | 3 190 345,25 | 179 077 870,85 |
| - Intérêts à recevoir. | | 2 909 986,23 | 4 368 121,64 | 2 562 882,04 |
| TOTAL II : | | 467 655 665,36 | 15 914 035,33 | 194 411 648,66 |
| ECARTS DE CONVERSION ACTIF | 3.4 | 12 718 432,46 | 10 398 314,56 | 4 155 243,12 |
| TOTAL III : | | 12 718 432,46 | 10 398 314,56 | 4 155 243,12 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III) | | 22 343 138 570,30 | 22 109 266 674,64 | 21 803 467 028,88 |
| P A S S I F | | | | |
| DETTES | | | | |
| DETTES FINANCIERES | 3.5 | 21 875 481 621,41 | 22 093 352 639,46 | 21 609 055 380,37 |
| Emprunts obligataires | | 17 758 027 038,99 | 17 836 467 212,27 | 17 542 944 432,12 |
| - Intérêts courus. | | 571 008 203,95 | 609 473 487,00 | 578 414 926,97 |
| Emprunts contractuels | | 3 423 769 646,35 | 3 545 495 938,98 | 3 361 269 175,45 |
| - Intérêts courus. | | 122 676 732,12 | 101 916 001,21 | 126 426 845,83 |
| DETTES D'EXPLOITATION | 3.6 | 467 655 665,21 | 15 914 035,18 | 194 411 648,51 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés. | | 682 953,72 | 593 917,40 | 47 121,13 |
| Dettes fiscales et sociales. | | 0,52 | 0,52 | 179 583,25 |
| Provisions versées par SEM d'autoroutes pour impôts. | | | 350 736,48 | 1 306 185,18 |
| Autres dettes | | 466 972 710,97 | 14 969 380,78 | 192 878 758,95 |
| TOTAL I : | | 22 343 137 286,62 | 22 109 266 674,64 | 21 803 467 028,88 |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF | 3.7 | 1 283,68 | - | - |
| TOTAL II : | | 1 283,68 | - | - |
| TOTAL GENERAL (I + II) | | 22 343 138 570,30 | 22 109 266 674,64 | 21 803 467 028,88 |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | | | | |
| OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | MONTANT 30/06/2001 | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 30/06/2000 |
| DE DEVICES | | | | |
| | 4. | | | |
| *- Devises à recevoir (contre euros à livrer) | | 378 085 521,55 | 375 403 151,74 | 368 452 509,71 |
| *- Euros à livrer (contre devises à recevoir) | | 352 921 734,20 | 352 921 734,20 | 352 921 734,20 |
| - Ecart de conversion | | | | |
| o Augmentation du capital. | | 25 163 787,35 | 22 481 417,54 | 15 530 775,51 |
| o Diminution du capital. | | - | - | - |
| DE TAUX D'INTERET | | | | |
| - Euros à recevoir (contre euros à livrer) | | 839 489 619,00 | 839 489 619,00 | 609 489 619,00 |
| - Euros à livrer (contre euros à recevoir) | | 839 489 619,00 | 839 489 619,00 | 609 489 619,00 |

La référence note renvoie au paragraphe de l'annexe.

*Y compris des euros à recevoir contre des euros à livrer, en application des contrats de swaps portant initialement sur des échanges ECU/FRF.

**RESULTAT AU 30 JUIN
2001**

(en euros)

| C H A R G E S | REF.NOTE | MONTANT 30/06/2001 | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 30/06/2000 |
|---|----------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | | 2 594 204,24 | 7 494 790,60 | 3 779 314,49 |
| - Rémunérations d'intermédiaires. | 5.1 | 1 069 082,67 | 4 290 568,38 | 2 162 077,89 |
| - Remboursement à la CDC des frais de gestion. | 5.2 | 1 049 932,06 | 2 055 975,11 | 989 499,96 |
| - Commissions de paiement de service financier. | 5.3 | 459 200,93 | 1 146 207,84 | 627 327,93 |
| - Annonces, études et réalisations publicitaires. | | 15 988,58 | 1 725,23 | 408,71 |
| - Autres frais divers de gestion. | | | 314,04 | |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES : | 5.4 | 190 817,74 | 235 057,23 | 202 229,97 |
| TOTAL | | 2 785 021,98 | 7 729 847,83 | 3 981 544,46 |
| CHARGES FINANCIERES | | | | |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES PRIMES DE REMBOURSEMENT : | | | 630 000,00 | |
| AUTRES CHARGES FINANCIERES : | | 750 931 683,85 | 1 547 029 662,05 | 799 655 769,25 |
| - Intérêts des emprunts et avances. | | 728 933 875,10 | 1 490 238 684,79 | 751 357 665,09 |
| - Versement des produits financiers aux SEMCA | 5.5 | 21 291 798,92 | 55 521 208,29 | 47 854 590,73 |
| - Pertes de change. | | 706 009,83 | 1 269 768,97 | 443 513,43 |
| TOTAL | | 750 931 683,85 | 1 547 659 662,05 | 799 655 769,25 |
| TOTAL GENERAL | | 753 716 705,83 | 1 555 389 509,88 | 803 637 313,71 |

| PRODUITS | REF.NOTE | MONTANT 30/06/2001 | MONTANT 31/12/2000 | MONTANT 30/06/2000 |
|---|-----------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| PARTICIPATION DES SEM D'AUTOROUTES : | 5.6 | 2 785 021,98 | 7 729 847,83 | 3 981 544,46 |
| - aux frais de gestion. | | 1 615 269,87 | 3 348 496,40 | 1 708 159,11 |
| - aux impôts et taxes. | | 190 817,74 | 235 057,23 | 202 229,97 |
| - aux frais d'émission d'emprunts. | | 978 934,37 | 4 146 294,20 | 2 071 155,38 |
| - à la commission de garantie de l'Etat. | | | | |
| TOTAL | | 2 785 021,98 | 7 729 847,83 | 3 981 544,46 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| INTERETS ET PRODUITS : | | 732 551 224,91 | 1 496 642 312,08 | 754 364 238,10 |
| - Intérêts sur prêts. | | 725 892 868,15 | 1 476 674 933,54 | 740 751 922,19 |
| - Rémunérations des disponibilités. | | 2 911 339,98 | 4 503 858,32 | 2 563 059,58 |
| - Remboursement par les SEMCA: | | | | |
| . des pertes de change. | | 706 009,83 | 1 269 768,97 | 443 513,43 |
| . des charges financières diverses. | | 3 041 006,95 | 14 193 751,25 | 10 605 742,90 |
| AUTRES PRODUITS FINANCIERS : | | 18 380 458,94 | 51 017 349,97 | 45 291 531,15 |
| - Gains de change. | | 41 888,43 | 20 976 225,18 | 20 976 225,18 |
| - Produits financiers divers. | | 18 338 570,51 | 30 041 124,79 | 24 315 305,97 |
| TOTAL | | 750 931 683,85 | 1 547 659 662,05 | 799 655 769,25 |
| TOTAL GENERAL | | 753 716 705,83 | 1 555 389 509,88 | 803 637 313,71 |

La référence note renvoie au paragraphe de l'annexe.

A N N E X E

1. CADRE JURIDIQUE

La CNA est un établissement public national à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elle est assujettie aux principes généraux de la comptabilité publique, est dotée d'un agent comptable et, conformément aux dispositions du décret de création, sa gestion administrative est assurée par la Caisse des dépôts et consignations sous le contrôle du Conseil d'administration de la CNA.

2. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les états financiers sont présentés conformément à l'instruction générale M-91 relative à la comptabilité des établissements publics nationaux à caractère administratif.

Les principes comptables ont été appliqués, à savoir :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes,
- . indépendance des exercices.

La méthode de base retenue est l'évaluation aux coûts historiques des éléments inscrits en comptabilité.

3. METHODES APPLIQUEES AUX PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

ACTIF

3.1. Immobilisations financières

Le montant qui figure au bilan correspond aux prêts effectivement versés.

Les intérêts courus sont rattachés au compte de prêts pour leur montant couru et non échu calculé prorata temporis.

Les prêts sont comptabilisés pour leur montant brut, les commissions, primes et frais étant répercutés sur les SEM d'autoroutes en une seule fois.

3.2. Dettes fiscales et sociales récupérables

Le chiffre du bilan, qui concerne les emprunts obligataires émis par la CNA, correspond à l'impôt sur la retenue à la source (10 %) payée par avances mensuelles par l'émetteur. Les avances sont récupérées sur les intérêts versés à l'obligataire à l'échéance de l'emprunt.

Cet impôt ayant été supprimé pour les émissions d'emprunts à compter du 1^{er} janvier 1987, le montant inscrit au bilan concerne les emprunts émis avant cette date.

3.3. Créances Clients

Ce poste retrace principalement les résultats sur intérêts courus des opérations d'échanges d'emprunts à répercuter sur les SEM d'autoroutes.

3.4. Ecart de conversion actif

Ce poste enregistre la perte latente de la dette en devises, résultat de la différence de conversion entre le cours historique et le cours de fin d'année pour les devises n'appartenant pas à la zone euro.

Pour les devises de la zone euro et en application de l'article 28 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), le taux de conversion retenu est celui qui a été arrêté le 31 décembre 1998 et approuvé par le Conseil de l'Union européenne.

Du fait de la transparence de la CNA vis-à-vis des SEM d'autoroutes, il n'est pas constitué au passif de provisions pour pertes de change.

PASSIF

3.5. Dettes financières

Les emprunts sont enregistrés pour leur valeur de remboursement. Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis et comptabilisés sur la base du dernier cours de change de l'exercice.

Les intérêts courus des emprunts français et étrangers sont calculés prorata temporis. Pour les emprunts étrangers, ces intérêts sont valorisés sur la base du dernier cours de change de l'exercice.

3.6. Dettes d'exploitation

- Les provisions versées pour impôts correspondent aux versements effectués par les SEM d'autoroutes au titre des avances mensuelles relatives à la retenue à la source.

- Les autres dettes correspondent aux avances de trésorerie des SEM d'autoroutes, à la répercussion sur ces dernières des résultats sur intérêts courus des opérations d'échanges d'emprunts et au solde des annuités de prêts remboursés par les SEM d'autoroutes.

3.7. Ecart de conversion passif

Ce poste enregistre le gain latent de la dette en devises, résultat de la différence de conversion provenant de l'écart entre le cours historique et le cours de fin d'année pour les devises n'appartenant pas à la zone euro.

Pour les devises de la zone euro et en application de l'article 28 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), le taux de conversion retenu est celui qui a été arrêté le 31 décembre 1998 et approuvé par le Conseil de l'Union européenne.

4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Opérations d'échanges d'emprunts

Elles concernent soit des opérations d'échange de devises contre euros, soit des opérations d'échange de taux d'intérêts à caractère de couverture.

Pour les opérations d'échange de devises, les montants hors bilan en euros sont calculés sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, l'emprunt initial demeurant au passif du bilan. Les différences de réévaluation sont portées en écarts de conversion (gains ou pertes latentes).

Pour les opérations de taux d'intérêts, seuls les montants nominaux sont enregistrés lors de l'initiation des échanges.

5. PRINCIPAUX COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

CHARGES

5.1. Rémunérations d'intermédiaires

Ce poste comprend principalement les commissions de placement relatives aux émissions obligataires sur les marchés français et étrangers.

5.2. Remboursement à la CDC des frais de gestion

Ces frais représentent les prestations facturées par la Caisse des dépôts et consignations au titre de son concours à la gestion administrative, comptable et financière de l'établissement.

5.3. Commissions de paiement de service financier

Elles sont destinées à régler aux teneurs de comptes-titres et aux intermédiaires financiers les commissions de service financier des emprunts obligataires relatives aux coupons échus et aux obligations amorties.

5.4. Impôts, taxes et versements assimilés

Cette rubrique recouvre l'impôt sur la prime de remboursement des obligations françaises amorties au cours de l'exercice, la redevance due à la Commission des Opérations de Bourse (COB) lors de chaque émission d'emprunt obligataire ainsi que la rémunération des services rendus notamment en matière de cotation par Euronext.

5.5. Versement des produits financiers aux SEM d'autoroutes

Du fait de la transparence de la CNA vis-à-vis des SEM d'autoroutes, l'établissement reverse à ces dernières les intérêts des fonds placés à la CDC, les gains de change et les produits financiers divers.

PRODUITS

5.6. Participation des SEM d'autoroutes

Du fait de la transparence visée supra, les SEM d'autoroutes participent au remboursement à la CNA de l'ensemble des charges d'exploitation, financières et exceptionnelles. Le résultat de l'exercice est par conséquent systématiquement égal à zéro.

A compter de l'exercice 1999, le remboursement des charges financières antérieurement comptabilisé sous la rubrique autres produits est imputé désormais en produits financiers afin d'assurer l'égalité entre les charges et les produits d'exploitation, d'une part, et entre les charges et les produits financiers, d'autre part.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2001

LES CHARGES

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation diminuent globalement de 1,2 million d'euros et cette réduction provient, pour l'essentiel, de la diminution des rémunérations d'intermédiaires (1,1 million d'euros).

Charges financières

La diminution globale de ce poste (-48,7 millions d'euros) recouvre, à titre principal, d'une part, la réduction du versement des produits financiers versés aux SEMCA (-26,6 millions d'euros) et, d'autre part, la baisse des intérêts des emprunts et avances (-22,4 millions d'euros).

LES PRODUITS

Du fait de la transparence de la CNA vis à vis des SEM d'autoroutes, ces dernières participent à l'ensemble des charges d'exploitation et des charges financières qui sont retracées en produits pour la CNA dans les postes « **Participation des SEM d'autoroutes** » et « **Intérêts et produits** ». L'évolution de ces produits est par conséquent identique à celle des charges.

Les produits autres que ceux indiqués ci-dessus sont constatés aux rubriques :

- rémunération des disponibilités,
- gains de change,
- produits financiers divers,

et font l'objet d'un reversement aux SEM d'autoroutes constaté en charges à la rubrique « **Versement des produits financiers aux SEMCA** ».

Globalement les produits régressent, comme les charges, de 49,9 millions d'euros. Cette évolution concerne, principalement, au niveau des produits financiers :

- le poste « **gains de change** » qui diminue de 20,9 millions d'euros.
- le poste « **produits financiers divers** », en recul de 6 millions d'euros.
- le poste « **intérêts sur prêts** » en réduction de 15 millions d'euros.

ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Nature des opérations

Les opérations réalisées par la CNA au titre des engagements sur instruments financiers à terme sont détaillées dans les tableaux ci-après.

Elles sont constituées d'échanges à terme (échanges d'emprunts) de devises et de taux d'intérêts à caractère de couverture portant sur les échéances futures d'emprunts en monnaies étrangères et en euros.

L'objectif des opérations d'échanges d'emprunts de devises est de réduire le risque de change que comporte la dette en devises et d'équilibrer les risques encourus sur les différentes devises dans lesquelles est endetté l'Établissement.

Les opérations d'échanges d'emprunts de taux d'intérêts ont pour objectif de transformer la nature des taux d'intérêts des emprunts contractés.

PRINCIPES GENERAUX DE COMPTABILISATION

** Constatation des engagements*

Les échanges de devises sont inscrits hors bilan en euros sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, les emprunts initiaux restant inscrits au passif du bilan. Les différences de réévaluation sont portées en écarts de conversion (gains ou pertes latentes).

Pour les opérations de taux d'intérêts, les montants nominaux sont enregistrés lors de l'initiation de l'échange.

Du fait de la transparence de la CNA vis-à-vis des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes, qui supportent finalement les risques de change, il n'est pas constitué au passif de provisions pour pertes de change.

** Constatation des charges et des produits*

Les flux relatifs aux opérations d'échange de devises et de taux d'intérêts sont, à l'échéance, retracés dans les comptes de tiers afin de ne pas alourdir les comptes de charges et de produits. Le résultat de l'échange est comptabilisé aux rubriques "autres charges financières" ou "intérêts et produits assimilés".

Les intérêts courus portant sur les échanges de devises sont valorisés sur la base des taux de change à la clôture de l'exercice et le résultat net est reporté aux rubriques indiquées ci-dessus.

SITUATION DES OPERATIONS D'ECHANGE D'EMPRUNTS AU 30 JUIN 2001

| EMPRUNT ECHANGÉ (PRET) | | | | | | | EMPRUNT CONTRACTÉ (EMPRUNT) | | | |
|-------------------------------|-----------------|--------|--------|----------------------------|-------------------------------|--------|------------------------------------|----------------------------|-------------------------------|------------|
| DATE DE VERSEMENT | ECHEANCE FINALE | DUREE | TAUX % | MONTANT NOMINAL EN DEVISES | CAPITAL RESTANT DU EN DEVISES | DEVISE | TAUX % | MONTANT NOMINAL EN DEVISES | CAPITAL RESTANT DU EN DEVISES | DEVISE |
| 01/07/1996 | 15/12/2006 | 10 ans | 16,00 | 30 000 000 | 30 000 000 | GBP | 13,96 | 239 640 000 | 239 640 000 | FRF |
| 27/02/1998 | 27/02/2008 | 10 ans | 3,39 | 500 000 000 | 500 000 000 | CHF | 5,41 | 2 075 374 820 | 2 075 374 820 | FRF |
| | | | | | | | TOTAL | 2 315 014 820 | 2 315 014 820 | FRF |

SITUATION DES OPERATIONS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET AU 30 JUIN 2001

| | | | |
|---------------------------|-------------|-----|-----------------------------|
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 383 489 619 | EUR | TAUX DE REFERENCE : TAG |
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 226 000 000 | EUR | TAUX DE REFERENCE : EURIBOR |
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 115 000 000 | EUR | TAUX DE REFERENCE : EURIBOR |
| ECHANGE DE TAUX D'INTERET | 115 000 000 | EUR | TAUX DE REFERENCE : EURIBOR |

RESULTAT DES OPERATIONS D'ECHANGE D'EMPRUNTS

(en euros)

| LIBELLE | 1er SEMESTRE 2000 | ANNEE 2000 | 1er SEMESTRE 2001 |
|-----------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|
| CHARGES | - | - | - |
| PRODUITS | 13 431 731,64 | 19 077 739,36 | 1 698 563,56 |
| RESULTAT | 13 431 731,64 | 19 077 739,36 | 1 698 563,56 |

ECHELONNEMENT DE LA DETTE COMPTE TENU DES ECHANGES D'EMPRUNTS AU 30 JUIN 2001

(en millions d'euros)

| ANNEE | EN CAPITAL | EN INTERETS |
|--------------|-------------------|--------------------|
| 2001 | 801 | 737 |
| 2002 | 1 366 | 1 374 |
| 2003 | 1 544 | 1 262 |
| 2004 | 1 444 | 1 131 |
| 2005 | 1 460 | 1 010 |
| 2006 | 1 634 | 903 |
| 2007 | 1 461 | 776 |
| 2008 | 1 866 | 672 |
| 2009 | 1 657 | 547 |
| 2010 | 1 662 | 440 |
| 2011 | 1 788 | 344 |
| 2012 | 1 469 | 244 |
| 2013 | 992 | 161 |
| 2014 | 836 | 104 |
| 2015 | 1 177 | 69 |

* Conversion en euros effectuée sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice.

RECAPITULATIF DE L'ENCOURS DES EMPRUNTS AU 30 JUIN 2001

€ (en euros)

| | ENCOURS EN DEVISES | | ENCOURS EN EUROS | | |
|---|--------------------|----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| | GARANTIS | NON-GARANTIS | GARANTIS | NON-GARANTIS | TOTAL |
| OBLIGATAIRES DEVISES "OUT" | | | | | |
| EMIS EN GBP | 30 000 000 | | 49 742 995 | | 49 742 995 |
| EMIS EN CHF | | 500 000 000 | | 328 342 527 | 328 342 527 |
| TOTAL | | | 49 742 995 | 328 342 527 | 378 085 521 |
| BEI | | | 139 459 618 | 3 284 310 028 | 3 423 769 646 |
| OBLIGATAIRES DEVISES "IN" NON REDENOMINES | | | | | |
| EMIS EN EUROFRANC | | 9 100 000 000 | | 1 387 286 057 | 1 387 286 057 |
| EMIS EN FRANC TAUX FIXE | | 48 742 835 000 | | 7 430 797 293 | 7 430 797 293 |
| EMIS EN FRANC TAUX VARIABLE | | 500 000 000 | | 76 224 509 | 76 224 509 |
| TOTAL | | | | 8 894 307 859 | 8 894 307 859 |
| OBLIGATAIRES NOMINAL EN EURO | | | | 8 485 633 659 | 8 485 633 659 |
| TOTAL AVANT OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | | 189 202 613 | 20 992 594 072 | 21 181 796 685 |
| OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | | | | |
| EMPRUNTS échangés (-) | | | | | |
| EMIS EN GBP | 30 000 000 | | 49 742 995 | | 49 742 995 |
| EMIS EN CHF | | 500 000 000 | | 328 342 527 | 328 342 527 |
| TOTAL échangé | | | 49 742 995 | 328 342 527 | 378 085 521 |
| EMPRUNTS contractés EN FRF (+) | | 2 315 014 820 | | 352 921 734 | 352 921 734 |
| ECARTS + ou - | | | | | -25 163 787 |
| TOTAL COMPTE TENU DES OPERATIONS D'ECHANGES D'EMPRUNTS | | | | | 21 156 632 898 |

LES PRETS

PRETS CONSENTIS AUX SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE D'AUTOROUTES DEPUIS L'ORIGINE JUSQU'AU 30 JUIN 2001

(en millions
d'euros)

| ANNEE | AREA | ASF | ATMB | ESCOTA | SANEF | SAPN | SAPRR | SFTRF | TOTAL |
|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| 1963 | - | 10 | - | - | 5 | 4 | 19 | - | 38 |
| 1964 | - | 14 | - | - | 18 | 3 | 10 | - | 45 |
| 1965 | - | 17 | - | - | 22 | - | 13 | - | 52 |
| 1966 | - | 22 | - | - | 13 | 3 | 21 | - | 59 |
| 1967 | - | 30 | - | 8 | 11 | 4 | 15 | - | 68 |
| 1968 | - | 25 | - | 6 | 6 | 8 | 26 | - | 71 |
| 1969 | - | 17 | - | 6 | 9 | 7 | 38 | - | 77 |
| 1970 | - | 29 | - | 18 | 1 | 18 | 32 | - | 98 |
| 1971 | - | 38 | - | 34 | 22 | 10 | 6 | - | 110 |
| 1972 | - | 15 | - | 35 | 1 | 4 | 2 | - | 57 |
| 1973 | - | 43 | - | 28 | 4 | 8 | - | - | 83 |
| 1974 | - | 34 | - | 48 | 7 | 8 | 7 | - | 104 |
| 1975 | - | 59 | - | 63 | 26 | 8 | 13 | - | 169 |
| 1976 | - | 49 | - | 51 | 44 | 18 | - | - | 162 |
| 1977 | - | 74 | - | 34 | 45 | 8 | 22 | - | 183 |
| 1978 | - | 131 | - | 20 | 42 | 1 | 38 | - | 232 |
| 1979 | - | 150 | - | 13 | 4 | - | 39 | - | 206 |
| 1980 | - | 251 | - | 38 | 36 | 1 | 74 | - | 400 |
| 1981 | - | 272 | - | 29 | 75 | 3 | 74 | - | 453 |
| 1982 | - | 206 | - | 60 | 111 | 2 | 147 | - | 526 |
| 1983 | - | 73 | - | 67 | 107 | 9 | 233 | - | 489 |
| 1984 | - | 122 | - | 107 | 74 | 11 | 291 | - | 605 |
| 1985 | 17 | 166 | - | 107 | 146 | 19 | 260 | - | 715 |
| 1986 | 19 | 193 | - | 123 | 126 | 20 | 381 | - | 862 |
| 1987 | 120 | 210 | - | 117 | 222 | 30 | 403 | - | 1 102 |
| 1988 | 62 | 361 | - | 186 | 158 | 1 | 318 | - | 1 086 |
| 1989 | 156 | 421 | - | 249 | 105 | - | 379 | - | 1 310 |
| 1990 | 253 | 408 | - | 214 | 187 | - | 316 | - | 1 378 |
| 1991 | 299 | 400 | - | 175 | 250 | - | 406 | - | 1 530 |
| 1992 | 159 | 458 | - | 136 | 375 | 122 | 479 | - | 1 729 |
| 1993 | 59 | 366 | - | 115 | 336 | 236 | 500 | 25 | 1 637 |
| 1994 | 81 | 560 | - | 125 | 540 | 313 | 950 | 87 | 2 656 |
| 1995 | 92 | 711 | 58 | 127 | 375 | 434 | 627 | 220 | 2 644 |
| 1996 | 75 | 747 | 42 | 150 | 449 | 363 | 576 | 356 | 2 758 |
| 1997 | 98 | 705 | 56 | 151 | 315 | 270 | 731 | 372 | 2 698 |
| 1998 | 103 | 618 | 15 | 161 | 205 | 136 | 707 | 243 | 2 188 |
| 1999 | 74 | 686 | - | 89 | 34 | 83 | 397 | 135 | 1 498 |
| 2000 | 25 | 664 | 42 | 75 | 140 | 31 | 295 | 91 | 1 363 |
| 2001 | 20 | 200 | 30 | 35 | 15 | - | - | - | 300 |
| Total | 1 692 | 9 355 | 213 | 2 965 | 4 646 | 2 196 | 8 845 | 1 529 | 31 441 |

EVOLUTION DE L'ENCOURS DES PRETS PAR SEMCA

(en millions d'euros)

| SEMCA | ENCOURS HISTORIQUE | | | | | | ENCOURS* | |
|--------------|--------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | 30/06/2000 | | 31/12/2000 | | 30/06/2001 | | 30/06/2001 | |
| | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT | % |
| AREA | 1 289 | 6,17% | 1 267 | 5,93% | 1 263 | 5,97% | 1 263 | 5,96% |
| ASF | 5 631 | 26,94% | 5 992 | 28,04% | 6 107 | 28,85% | 6 118 | 28,88% |
| ATMB | 173 | 0,83% | 213 | 1,00% | 243 | 1,15% | 243 | 1,15% |
| ESCOTA | 1 590 | 7,61% | 1 549 | 7,25% | 1 532 | 7,24% | 1 532 | 7,23% |
| SANEF | 2 835 | 13,56% | 2 875 | 13,45% | 2 738 | 12,93% | 2 739 | 12,93% |
| SAPN | 1 949 | 9,33% | 1 959 | 9,17% | 1 954 | 9,23% | 1 954 | 9,22% |
| SAPRR | 5 935 | 28,40% | 5 988 | 28,02% | 5 804 | 27,42% | 5 805 | 27,41% |
| SFTRF | 1 498 | 7,16% | 1 529 | 7,14% | 1 529 | 7,21% | 1 528 | 7,22% |
| TOTAL | 20 900 | 100,00% | 21 372 | 100,00% | 21 170 | 100,00% | 21 182 | 100,00% |

* La valorisation est réalisée sur la base du dernier cours de change pour les prêts sur ressources d'emprunts en monnaies étrangères.

5 . 1 . 8 EMPRUNTS RESTANT A REMBOURSER AU 30 JUIN 2001

(en millions d'euros)

| | |
|--|---------------|
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES FRANCAIS ET ETRANGERS : | 17 758 |
| - Garantis par l'Etat | 50 |
| - Non garantis par l'Etat | 17 708 |
| AUTRES EMPRUNTS : | 3 424 |
| - Garantis par l'Etat | 140 |
| - Non garantis par l'Etat | 3 284 |
| TOTAL | 21 182 |

Les emprunts à taux variable représentent 5,05% du montant total de la dette

La dette en monnaies étrangères est convertie en francs sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice.

Les prêts consentis par la CNA aux sociétés concessionnaires d'autoroutes comportent les mêmes conditions, notamment de taux et de durée, que les emprunts qui ont servi à les financer. De ce fait l'échéancier des flux financier annuels à recevoir par la CNA est le même que celui des flux qu'elle doit verser à ses créanciers au titre des emprunts qu'elle a émis.

5.1.9 TABLEAU DE FINANCEMENT

(en millions
d'euros)

| | 1er SEMESTRE 2000 | ANNEE 2000 | 1er SEMESTRE 2001 |
|---------------------------|------------------------------|-------------------|------------------------------|
| RESSOURCES | | | |
| Emprunts reçus en nominal | 590 | 1 363 | 300 |
| Remboursements de prêts | 802 | 1 103 | 502 |
| <i>T</i> | 1 392 | 2 466 | 802 |
| EMPLOIS | | | |
| Versements des prêts | 590 | 1 363 | 300 |
| Remboursements d'emprunts | 802 | 1 103 | 502 |
| TOTAL | 1 392 | 2 466 | 802 |

5.2. et 5.3. PARTICIPATIONS

Sans objet - La CNA n'a pas de filiale et ne détient aucun titre de participation. Elle ne présente en conséquence pas de comptes consolidés.

5.4. Emprunts contractés par la Caisse nationale des autoroutes en 2001

Emprunts obligataires en euros :

| | | |
|---|-----|------------|
| 5,90 % mars 2001 - juin 2011 | 300 | millions € |
| 3,90 % indexé sur l'inflation française juillet 2001 - 2016 | 600 | millions € |
| 6% octobre 2001 – octobre 2015 | 200 | millions € |

Emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement :

| | | |
|------------------------------|------|------------|
| 5,48 % septembre 2001 - 2016 | 13,5 | millions € |
| 5,51 % septembre 2001 - 2016 | 30 | millions € |
| 5,09 % octobre 2001 – 2011 | 70 | millions € |
| 5,13% octobre 2001 – 2016 | 75 | millions € |
| 5,12% octobre 2001 – 2016 | 56 | millions € |
| 4,79% octobre 2001-2011 | 12 | millions € |

Total des emprunts **1356,5 millions €**

CHAPITRE VI - ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1.Composition du conseil d'Administration

Président

M. Patrick GANDIL, Directeur des Routes
(Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement)

Vice-Président

M. Jean - Pierre JOUYET, Directeur du Trésor
(Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)
représenté par M. Alain de QUERO

Administrateurs

M. Yves ROBIN
(Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement)

M. Nicolas VANNIEUWENHUYZE
(Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)

Mme Martine LAQUIEZE
(Ministère de l'Intérieur)

M. Jean-Michel CHARPIN
(Commissaire Général au Plan)

représenté par M. Christian VILMART

M. Pierre CHANTEREAU, représentant les Présidents des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes

M. Yvonick PLAUD, représentant le Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations

Service gestionnaire

M. Albert HAYEM, Secrétaire général de la CNA

Contrôle comptable

M. Claude SANCHEZ, Agent comptable

CHAPITRE VII - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1 Evolution récente

Le programme de financement de la CNA pour 2001 s'élève à 1 813 500 000 euros et sera réalisé, comme les années précédentes, par recours à des émissions sur le marché domestique ou international selon les opportunités, ainsi que par recours aux emprunts de la Banque européenne d'investissement..

7.2 Perspectives d'avenir

La réforme en cours :

Si le système de financement des autoroutes mis en place en France avec la loi du 18 avril 1955 a permis d'assurer quasiment sans apport budgétaire la construction d'un réseau autoroutier moderne, la nécessité de s'adapter à son environnement juridique et de mieux s'inscrire dans le contexte politique et économique actuel l'ont obligé à évoluer.

C'est pourquoi la réforme engagée en 2000 a pour objectifs de renforcer la concurrence pour l'attribution des nouvelles concessions autoroutières, de doter le système autoroutier des moyens financiers lui permettant de mener à bien la réalisation du programme de construction et d'assurer une plus grande neutralité des choix entre types d'investissement et entre modes de transport. Cette réforme n'affecte pas le statut de la CNA.

Pour atteindre ces objectifs, deux séries de mesures sont mises en œuvre concernant les procédures d'attribution des concessions d'autoroutes et les conditions de fonctionnement des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes (SEMCA) :

1. Afin de permettre une large concurrence et l'entrée de nouveaux opérateurs, il a été mis fin au système de l'adossement. Ce système, qui consistait à financer partiellement de nouvelles sections d'autoroutes grâce au péage perçu sur les sections en service d'un même concessionnaire auquel on accordait un prolongement de son contrat, n'est en effet pas formellement compatible avec une concurrence équitable entre candidats pour l'attribution d'une nouvelle concession, car il était susceptible d'avantager les sociétés disposant déjà d'un réseau concédé au détriment de nouveaux opérateurs.

Désormais, les apports publics éventuellement nécessaires à l'équilibre financier des futures concessions d'autoroutes seront effectués sous forme de subventions, et les nouvelles sections, attribuées conformément aux dispositions de la directive Travaux et aux dispositions de la loi Sapin, feront l'objet d'un contrat spécifique. Cette façon de procéder permettra de mieux comparer les offres des différents candidats.

2. En second lieu, les conditions de gestion des SEMCA sont rapprochées de celles des sociétés privées afin de les mettre en mesure de présenter, le cas échéant, des offres comparables pour les nouveaux projets autoroutiers.

Ceci implique en particulier de supprimer les avantages dont elles bénéficient (garantie de reprise de passif par l'Etat en fin de concession, pratiques comptables spécifiques en matière d'amortissement et de report de passif, absence de rémunération des capitaux investis). En contrepartie, les SEMCA, dont les durées de concession sont plus courtes que celles de concessionnaires privés, bénéficient d'un allongement de la durée de leur concession.

Ces mesures se traduisent en particulier par l'apparition de résultats d'exploitation bénéficiaires constituant de nouvelles ressources pour l'Etat permettant, notamment, de financer le développement du réseau autoroutier.

Cette réforme est intervenue par la voie de l'ordonnance du 28 mars 2001, publiée au journal officiel du 31 mars 2001, s'agissant des sociétés ASF, ESCOTA, SANEF, SAPN, SAPRR et AREA, après que les autorités françaises se furent assurées, par un avis de la Commission européenne du 24 octobre 2000, que celle-ci ne soulevait pas d'objection quant aux modalités de la réforme, et en particulier sur le principe de l'allongement des concessions des SEMCA.

Le projet de loi de ratification de l'ordonnance du 28 mars 2001 a été approuvé, dans les mêmes termes, par l'Assemblée nationale et le Sénat, respectivement le 10 et 23 octobre 2001.

Le 16 octobre 2001, le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie annonçait un projet d'ouverture du capital d'ASF, l'Etat demeurant majoritaire. Une telle ouverture de capital sera sans incidence sur le statut de la CNA, qui reste un établissement public national à caractère administratif doté de l'autonomie financière (art. R.122-6 du code de la voirie routière) et la nature des relations financières entretenues par ASF et la CNA demeure encadrée par les dispositions des articles R.122-7 et R 122-10 du code de la voirie routière.

Le rapport annuel de l'exercice 2000 est mis gratuitement à la disposition du public au siège administratif de la CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES :
11, rue Saint-Dominique
75356 PARIS 07 SP.

Il est également disponible sur le site Internet de la CNA :
www.cna-autoroutes.fr

Bon à découper et à adresser à la CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES,
11, rue Saint Dominique - 75356 PARIS 07 SP pour recevoir gratuitement et sans engagement son rapport annuel d'activité 2000.

Cocher la case choisie

- Rapport d'activité 2000
- Version en langue française
- Version en langue anglaise

M., Mme, Mlle

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

Pays